LETTRE OUVERTE AUX LATINO-AMERICAINS

Montréal, le 10 septembre 1978

Chers soeurs et frères,

En tant que membres de communautés chrétiennes du Québec ou missionnaires québécois à l'étranger, nous ne pouvons pas nous taire pendant que nos frères et soeurs d'Amérique latine traversent une nuit sombre d'oppression, de faim et d'exil. En même temps, l'esprit indomptable du peuple (pueblo) d'Amérique latine nous demande d'exprimer nos espoirs à la veille de la Conférence Episcopale latino-américaine de Puebla.

NOTRE PREOCCUPATION

Vous, nos voisins, avez crié vers nous. Dans des lettres personnelles, dans des articles de journaux en Amérique latine, par le témoignage de ceux qui se sont réfugiés dans notre pays, spécialement quand vous avez parlé si vaillamment de la malnutrition systématique des enfants; du chômage qui affecte 15% à 60% de la population active nationale; du reniement des droits civils fondamentaux dans 90% du continent, de l'emprisonnement arbitraire et de la torture; et de la négation systématique du droit des peuples à être maîtres de leur propre destin. Cette violence institutionnalisée est devenue encore plus dure que celle qui fut d'abord condamnée par vos évêques latins à Medellin et qui fut dénoncée par après dans les Conférences Episcopales Nationales.

Durant les dix années qui suivent Medellin, plusieurs personnes engagées avec les marginaux et les opprimés dans la lutte pour la libération et dans la construction du Royaume, ont souffert la torture, l'emprisonnement et même la mort. Mais leurs actes courageux ont aussi apporté à beaucoup l'espoir que les conditions dégradantes dans lesquelles ils vivent, vont changer. Il est urgent que Puebla réaffirme cet engagement avec les pauvres et leur lutte pour la libération et donne aux chrétiens un nouvel encouragement à relever les défis quotidiens de l'Évangile.

EN QUOI CELA NOUS CONCERNE-T-IL?

On nous a raconté "l'incertitude, la douleur, la tristesse, la faim, l'humiliation, la persécution et les insultes à la dignité de l'être humain" que vous souffrez en Amérique latine. Nous reconnaissons que notre situation au Québec n'est pas si grave. Cependant, nous voulons que vous sachiez que nous avons des luttes communes pour la justice, parce que nous aussi sommes victimes de structures de domination et de dépendance similaires aux vôtres. A Medellin, vos évêques nous ont enseigné que:

Nos pays (sont) dépendants d'un centre du pouvoir économique, autour duquel ils gravitent. C'est pour cette raison que, souvent, nos nations ne peuvent disposer de leurs biens ou n'ont pas leur mot à dire dans les décisions économiques qui les concernent.

En tant que Québécois, nous reconnaissons que certaines compagnies ayant leur siège au Canada exploitent l'Amérique latine et vous aliènent le contrôle de votre propre destin. En tant que chrétiens, nous nous opposons comme vous à cette injustice. En même temps, comme la majeure partie de l'Amérique latine, le Québec est dépendant du même centre de pouvoir économique. La lutte pour nous libérer nous-mêmes de cette dépendance, constitue une manière de lutter en solidarité avec vous.

1.- DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES

Actuellement, les compagnies multinationales de matières premières comme Inco, Alcan, Noranda et Falconbridge, congédient leurs ouvriers au Canada, pendant qu'elles investissent au Guatemala, au Brésil, au Chili et en République Dominicaine, où les droits humains fondamentaux sont bafoués. De plus, les banques canadiennes prêtent des millions de dollars de nos économies pour supporter les régimes répressifs d'Amérique latine.

Ces prêts et ces investissements font du tort autant aux travailleurs canadiens que sud-américains. Pendant que le chômage s'accroît au Québec et que la répression augmente en Amérique latine, là-bas comme ici, des hommes sont assujettis à un modèle de développement où la richesse par le travail est exportée sans qu'elle contribue à développer les économies locales.

Nous partageons la préoccupation exprimée par le chef d'un syndicat de mineurs canadiens:

Nous produisons cette richesse avec notre travail, nos blessures, notre mort; mais nous n'avons pas encore un mot à dire sur la manière dont cette richesse sera dépensée; et quand ils entassent des réserves, ils nous jettent à la rue... Nous prenons connaissance de rapports incroyables sur la brutalité avec laquelle la Falconbridge exploite les travailleurs du Tiers-Monde où les syndicats ou bien n'existent pas ou bien sont faibles.

2.- FAIM ET ALIMENTATION

Nous, Québécois, nous devons faire face à un système mondial d'alimentation qui, comme disent les évêques catholiques canadiens, "vise d'abord à faire des profits, non à nourrir la population". En Amérique latine, ce système d'alimentation a signifié que des millions de campesinos ont dû quitter leur terre. Cela a signifié la faim et la malnutrition croissantes et de hauts taux de mortalité infantile. Nous reposons cette question que les évêques du Brésil ont eu le courage de formuler:

Pourquoi quelques-uns -des étrangers même- peuvent acheter des milliers d'acres de terre pour élever du bétail et exporter de la viande, alors que notre pauvre peuple ne peut continuer à cultiver un morceau de terre où ils sont nés, où ils ont été élevés, où ils ont vécu et travaillé durant des années?

Nous supportons fortement les efforts des organisations de campesinos partout en Amérique latine pour réaliser une réforme agraire juste, et nous saluons l'exemple courageux de ceux qui ont consacré leurs vies à ces luttes. Nous avons été horrifiés d'apprendre que des campesinos et leurs prêtres ont été massacrés à El Salvador et au Guatemala pour avoir revendiqué leurs droits à leur terre. Nous espérons et nous prions, pour que l'Eglise demeure fidèle à l'appel de Medellín pour "une réforme urgente et authentique des structures et des politiques agraires... qui aille au-delà d'une simple redistribution de la terre... qui mette la population paysanne en mesure de bénéficier de la culture, de la santé, des loisirs, de la croissance spirituelle, de la participation aux décisions locales et à celles qui regardent l'économie et les politiques nationales".

3.- LES PEUPLES INDIGENES

La lutte des peuples indigènes, partout en Amérique, contre des siècles de colonialisme, a été et continue d'être une voix prophétique contre les structures de l'injustice. Nous savons que les peuples indigènes, en Amérique latine, sont menacés de génocide culturel et même physique. Nous savons que l'Eglise du Brésil a défendu les droits des peuples indigènes au prix d'une persécution par l'Etat. Nous prions pour que l'Eglise toute entière se montre ferme dans la défense des droits des indigènes.

Au Canada, les peuples indiens revendiquent leurs droits à l'auto-détermination et résistent à l'intrusion des compagnies qui veulent exploiter les ressources naturelles de leurs territoires. Les évêques catholiques du Canada ont reconnu la signification pour nous tous de cette lutte menée dans le nord du pays:

Nous sommes spécialement préoccupés par l'avenir du Nord du pays, pour qu'il ne soit pas déterminé par des modèles de développement colonial, dans lequel une minorité puissante finit par contrôler à la fois la population et les ressources naturelles... Parce que, ce que nous voyons poindre dans le Nord canadien, ce sont des formes d'exploitation que nous prétendons souvent n'exister que dans les pays du Tiers-Monde: un grave abus à la fois du peuple indien et des ressources énergétiques du Nord.

4.- QUI SUPPORTE LE PRIX DE LA CRISE ECONOMIQUE

Il est de plus en plus évident que ce sont les travailleurs du Québec et de l'Amérique latine qui paient le prix de la crise profonde du système capitaliste international. Autant les Québécois que les Latino-américains doivent faire face à des taux de chômage records et perdent rapidement ce qu'ils avaient acquis de services sociaux, puisque les gouvernements coupent les budgets de santé et d'éducation pendant qu'ils augmentent les dépenses militaires et celles des forces policières. Les politiques de taxation affectent de plus en plus les pauvres pour subventionner les riches. Pendant que l'inflation hausse les prix des nécessités de base, spécialement des aliments, les salaires des travailleurs sont plafonnés à la fois par des mesures législatives et par un système économique pour qui le travail humain n'est qu'une marchandise de plus.

Les travailleurs de l'Amérique latine souffrent des effets de la crise encore plus cruellement que les travailleurs québécois. Là-bas comme ici, on essaie de se défendre contre la répression économique. Nous devons tirer une leçon du support que l'Eglise latino-américaine a donné aux organisations populaires qui défendent les droits des travailleurs et des pauvres, telles que les cantines populaires au Chili, les communautés de base, les organisations paysannes, les syndicats et les organisations culturelles et éducatives. Comme des évêques du Pérou, réunis en assemblée, l'ont dit:

Sans une organisation autonome du peuple, sa libération ne s'accomplit pas selon le plan de Dieu; nous nous engageons nous-mêmes à supporter les organisations qui ont surgi du peuple même -et non celles qui lui sont imposées- celles qui favorisent l'accès des personnes à une plus grande dignité.

5.- REPRESSION AU NOM DE LA SECURITE NATIONALE

La crise économique de ces dix dernières années a contribué à accentuer la résistance populaire. Cette résistance s'est heurtée à la répression d'Etat. Nous sommes très profondément affligés par l'extrême réaction des autorités d'Etat, en Amérique latine, contre les efforts du peuple pour s'organiser, pour défendre ses droits et vaincre l'injustice. Nous avons été horrifiés par les événements et les témoignages personnels concernant les mesures de l'état policier, les arrestations arbitraires, les détentions, la torture, l'exil forcé et les assassinats d'innombrables personnes au nom de la Sécurité Nationale.

Dans notre pays, nous aussi avons commencé d'entendre le gouvernement justifier les activités illégales de la Gendarmerie Royale du Canada au nom de la Sécurité Nationale. Ici, le gouvernement a légalisé la pratique de l'écoute téléphonique, il est en train de légaliser celle de l'ouverture du courrier et il rogne notre liberté d'association, de parole, la mise en circulation des idées et notre droit à la vie privée. Dans une visite récente au Québec, Dom Helder Camara nous a prévenus d'être attentifs aux violations épouvantables des droits humains que le gouvernement peut justifier à l'aide de la doctrine de la Sécurité Nationale.

Nous savons qu'en Amérique les bénéficiaires de la répression policière sont les secteurs privilégiés de la société, pendant que les victimes en sont les organisations populaires qui luttent pour la justice. De même au Québec, les organisations d'agriculteurs, les blocs syndicaux et de l'Eglise sont parmi les groupes qui sont surveillés par la police de sécurité.

NOS ESPOIRS

Par bien des sources, nous devenons de plus en plus conscients de votre douleur et de votre souffrance extrêmes. Comme Mgr Leonidas Proana, évêque d'Equateur, nous aussi nous espérons fortement que cette Conférence "sera un pas en avant, l'expression d'une plus grande fidélité à la Parole du Seigneur et à l'appel et à la lutte du peuple latino-américain". Nous apprenons qu'il y a des différences entre vous quant à l'approche de cette Conférence,

qu'il y aura confrontation entre deux différentes positions dans l'Eglise. Nous espérons et nous prions pour qu'au cours des délibérations et des discussions, l'Evangile triomphe en toute authenticité et avec tout son pouvoir libérateur.

Les Ecritures nous invitent à donner une réponse concrète à nos frères dans le besoin. Comme nous le rappelle la lettre de Jacques: "Si un frère ou une soeur sont dans le dénueement et dépourvus de la nourriture quotidienne et que l'un de vous leur dise: 'Allez en paix, chauffez-vous, mangez à votre faim', mais sans leur donner les choses nécessaires aux besoins de leur corps, où est le profit? Ainsi en est-il de la foi: si elle n'a pas les oeuvres, elle est morte par elle-même". (Jacques 2, 15-17). En effet, les évêques canadiens nous ont rappelé récemment que "le thème central tout au long des Ecritures, c'est que nous en venions à connaître Dieu, à l'expérimenter vraiment, à travers l'amour et le respect des autres, dans la recherche de la justice pour le pauvre, le déshérité, l'opprimé, le vieillard, le malade et le prisonnier".

Nous espérons que les délégués de la prochaine Conférence de Puebla réaffirmeront les engagements des chrétiens qui luttent pour la libération au milieu de la réalité critique qui prédomine actuellement en Amérique latine. Nous espérons que nos évêques qui assisteront à la Conférence auront la sagesse de comprendre la réalité et la lutte du peuple d'Amérique latine. Nous espérons également que, après cette expérience, ils apportent aux chrétiens du Québec une plus grande conscience du fait que nous sommes impliqués dans les injustices dont souffrent les Latino-américains et nous suggèrent de quelle manière nous pouvons travailler en solidarité pour changer cette situation.

Nous nous identifions et nous supportons l'engagement des communautés chrétiennes qui luttent, en Amérique latine, pour la libération de tous les peuples. C'est aussi notre intention de continuer d'étudier et de suivre les développements que suscite cette rencontre dans le monde entier. Nous désirons encourager vos efforts pour faire de cette Conférence une continuation de CELAM II, un signe de conversion au Seigneur et au pauvre.

Nous sommes convaincus que les chrétiens engagés, dans la lutte et guidés par l'esprit de Medellin, ont donné un meilleur témoignage de l'Evangile que tout ce qui a été ou sera écrit.

Les participants au Congrès de l'Entraide Missionnaire (Montréal, 8, 9 et 10 septembre) ont été invités à marquer leur solidarité avec les chrétiens d'Amérique latine en signant cette lettre ouverte. Reconnaisant l'importance des enjeux de la Réunion du CELAM III à Puebla, Mexique, 430 personnes ont accepté de s'engager par une signature.